



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

31 mai 2016



CANADA

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

S. St-Cerny et L. Godbout, « [L'inclusion des taxes à la consommation dans le concept de charge fiscale: Une comparaison interprovinciale](#) », Avril 2016, 34 p.

L'inclusion des taxes à la consommation dans la charge fiscale modifie la performance de certaines provinces

Dans l'édition 2008 de la publication, *Les impôts sur les salaires*, l'OCDE a publié une étude spéciale dans laquelle, pour quelques pays, elle ajoutait les taxes sur la consommation au calcul de charge fiscale nette. L'objectif étant d'étudier les conséquences éventuelles d'un élargissement du modèle des impôts sur les salaires par la prise en compte des impôts sur la consommation, qui aurait pour effet d'inclure les impôts que les salariés versent lorsqu'ils dépensent leur salaire en plus de ce qu'ils paient au moment où ils le perçoivent. Pour ce faire, l'OCDE a élaboré une méthodologie expérimentale (décrite ci-après) qui a pu être utilisée pour sept pays. L'OCDE a mis en évidence plusieurs limitations importantes dues à la méthodologie, mais conclut néanmoins que si la méthodologie est loin de constituer une approche exacte, il s'avère que la prise en compte des impôts sur la consommation a un effet significatif sur les

comparaisons des impôts sur les salaires, de sorte qu'il faudrait étudier les moyens d'améliorer les méthodes actuelles ou d'en trouver d'autres pour la prise en compte de ces impôts.

Notre objectif ici est d'utiliser cette méthodologie expérimentale pour l'appliquer au cas du Canada. Plus précisément, d'ajouter dans le calcul de la charge fiscale nette des provinces canadiennes le montant des taxes à la consommation payé par les ménages.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

T. Gagné-Dubé, L. Godbout et S. St-Cerny, « [Charge fiscale nette : le rôle clé des prestations dans les bons résultats du Québec](#) », Avril 2016, 33 p.

Les prestations sociales permettent au Québec de faire bonne figure au niveau de la charge fiscale nette malgré un impôt sur le revenu important

Le Québec fait généralement bonne figure dans les comparaisons internationales portant sur la charge fiscale nette. L'année d'imposition 2014 ne fait pas exception alors que le Québec se retrouve avec une charge fiscale nette inférieure à la moyenne des juridictions de l'OCDE pour six des huit situations analysées dans la présente étude.

Cette étude présente les résultats de la charge fiscale nette pour le Québec et les pays de l'OCDE. Ensuite, elle analyse les variations de la charge fiscale nette en fonction de la situation familiale. Puis, elle décompose la charge fiscale nette afin de comprendre comment le Québec réussit à tirer son épingle du jeu en ce qui concerne la charge fiscale nette, et ce, malgré des impôts sur le revenu élevés. Finalement, une attention particulière sera accordée aux prestations versées aux ménages de façon à exposer le rôle clé qu'elles ont dans les bons résultats du Québec en ce qui concerne la charge fiscale nette.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ

N. Brooks, « Policy Forum: The Case Against Boutique Tax Credits and Similar Tax Expenditures », *Revue fiscale canadienne*, volume 64, no.1, 70 p.

L'utilisation peu scrupuleuse des crédits d'impôt à la pièce sous le gouvernement Harper

La politique fiscale des conservateurs sous Harper s'est distinguée entre autres choses par la promulgation d'une série de soi-disant crédits d'impôt à la pièce. Même si le régime fiscal canadien comportait de nombreuses dépenses fiscales avant l'élection des conservateurs en 2006, on peut cerner un certain nombre de raisons pour expliquer la prédilection particulière du gouvernement de Harper pour les crédits d'impôt à la pièce. Ces raisons sont passées en revue dans cet article et il est fait également les trois affirmations suivantes. Premièrement, les crédits d'impôt à la pièce, de même que presque toutes les autres dépenses fiscales, nuisent à la légitimité du régime fiscal et entravent la poursuite de sa fonction première : le prélèvement et la redistribution des revenus. Deuxièmement, lorsqu'on les analyse en tant que programmes de dépenses, ce qu'elles sont, les dépenses fiscales, en particulier les crédits d'impôt à la pièce, violent presque tous les critères d'un programme de dépenses bien conçu. Troisièmement, la promulgation des dépenses fiscales contourne presque tous les mécanismes de responsabilité et de contrôle de l'établissement d'une politique budgétaire avisée et met en danger la gouvernance démocratique pour le bien commun. Il est suggéré dans l'article que toutes les dépenses fiscales de-

vraient être examinées par une commission d'experts de la politique publique. Ce processus augmenterait l'intégrité du régime fiscal canadien, l'efficacité et l'équité des programmes de dépenses du gouvernement, ainsi que la transparence et la vitalité de la démocratie canadienne. Il sonnerait également le glas de l'utilisation peu scrupuleuse des crédits d'impôt à la pièce.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ

Z. Akhand et M. Hubbard, « Coercion, Persuasion, and Tax Compliance: The Case of Large Corporate Taxpayers », *Revue fiscale canadienne*, volume 64, no.1, 70 p.

L'équité dans l'administration fiscale

Pour favoriser l'observation fiscale, il y a deux approches opposées : l'approche coercitive et l'approche incitative. Personne ne s'est réellement attardé à tenter de comparer ces deux approches dans la littérature afin d'en mesurer le succès respectif. Cet article utilise des données originales de sondage pour évaluer l'efficacité de trois instruments coercitifs et de trois instruments incitatifs employés par le Large Taxpayer Unit du Bangladesh National Board of Revenue afin de favoriser l'observation par les grands contribuables constitués en société. À l'aide de la régression logistique, nous constatons que lorsque des instruments coercitifs ou incitatifs sont utilisés séparément, ils sont moins susceptibles d'améliorer l'observation fiscale des grands contribuables constitués en société que lorsque les deux types d'instruments sont utilisés conjointement, bien que la coercition semble le plus efficace des deux. Les conclusions peuvent être pertinentes dans d'autres pays qui sont largement tributaires des revenus fiscaux perçus auprès de grandes sociétés, notamment le Canada. Parmi les limites de l'étude, notons la mesure de certaines variables au moyen de données autodéclarées et l'hypothèse qu'aucun lien de causalité important n'existe entre les instruments coercitifs et incitatifs.

FRASER INSTITUTE

F. Vaillancourt, C. Lammam, F. Ren et al., « Measuring Personal Income Tax

Complexity in Canada », 28 avril 2016, 43 p.

Le système d'imposition canadien se complexifie

Canadian families and businesses incur significant costs complying with the tax system. Those costs include direct spending on items such as accountants, lawyers, and computer software, as well as the financial cost of the time it takes to compile the materials and complete the forms. Governments also incur costs to administer and collect taxes. These costs are driven in part by the complexity of the tax system.

This study measures the evolution of tax complexity in Canada's personal income tax system. It uses three broad categories of empirical measurements: tax expenditures, tax legislation, and administrative tax documents. According to various specific indicators, the system has become more complex over time.

FRASER INSTITUTE

C. Lammam, N. Veldhuis, M. Palacios et al., « [Measuring Income Mobility in Canada, 2016](#) », 21 avril 2016, 56 p.

Avec le temps, la majorité des contribuables vont améliorer leur situation financière

Too often, an underlying assumption in the income inequality debate is that low- and high-income Canadians are the same people year in and year out. In reality, however, Canadians are not permanently stuck in certain income groups. Over the course of their lives, the overwhelming majority move up and down the income ladder.

Fluctuation in our income is a part of the natural cycle of our lives. People typically start off with relatively low income early on when they are young, new to the workforce, and lack work and life experience. Once they acquire education, job-related skills, and experience, their income tends to increase until it peaks in middle age and then drops again as they retire (income may fall, perhaps temporarily, if someone exits the workforce or changes jobs).

Using data obtained from Statistics Canada, this study tracks nearly 1 million Canadians starting in 1993 to measure how their income changes after five years (1993-1998), ten years (1993-2003), and 19 years (1993-2012).

The people covered in the study were divided into five groups based on their initial income (defined as wages and salaries before taxes). The groups are referred to as: the bottom 20% (the lowest income group), the second, third, fourth, and the top 20% (the highest income group). If someone starts in the lowest income group in one year, but moves to a higher group after several years, he or she has experienced upward relative income mobility. Conversely, if someone ends up in a lower income group than the one they started in, he or she has experienced downward relative mobility.

FRASER INSTITUTE

C. Sarlo, « [Child Care in Canada : Examining the Status Quo in 2015](#) » mai 2016, 52 p.

Analyse des changements apportés à l'aide aux familles canadiennes au moyen d'études de cas

Governments in Canada have decided that it is good public policy to help subsidize the cost of raising children, especially for children in low-income households. This paper presents the existing array of programs in Canada (as of the fall of 2015) and examines their nature (targeted or universal), function, and costs. The federal government is, by far, the major actor in this regard.

The paper examines the case of a single parent with a pre-school child on social assistance and the federal and provincial benefits that would flow to that family. In nine of the 10 provinces, the child-specific cash benefits provided by various levels of government amount to between 30 and 38 percent of total family income. For Quebec, however, government benefits are about 50 percent of the family's income. And this excludes the Quebec daycare program, which not all single-parent families use. Again, the Quebec government stands out in terms of their decision to direct significantly more public funds to families with children.

The paper examines a second case, one that focuses on a middle income family, but it compares only Ontario and Quebec. In this case, once the

higher taxes that Quebecers pay are considered, Ontario families with two children (ages 4 and 8) are somewhat better off. While Quebec provides more benefits, including heavily subsidized day-care, it also has much higher taxes.



ÉTATS-UNIS

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

A. Davis, C. Davis et M. Gardner, « [Distributional Analyses of Revenue Options for Alaska](#) », Avril 2016, 34 p.

L'impact du *New Sustainable Plan* pourrait être amélioré s'il augmentait les recettes de l'impôt sur le revenu

Alaska faces a budget gap exceeding \$4 billion, due largely to the state's heavy reliance on declining oil tax and royalty revenues. Lawmakers recently enacted large cuts to the state's budget and are now exploring a variety of revenue-raising measures to help the state regain its fiscal footing.

Gov. Bill Walker has proposed an ambitious package of reforms in his "New Sustainable Alaska Plan." Among the proposed changes are scaling back the Permanent Fund dividend distributed to Alaskans each year, reinstating a personal income tax for the first time in 35 years, and increasing existing taxes on various items and industries.

While each component of the New Sustainable Alaska Plan would have varying implications for Alaskans at different income levels, the overall package would disproportionately impact low-income families and would ask relatively little of high-income Alaskans. If the plan had been in effect in 2015, ITEP estimates that the poorest 20 percent of Alaska households would have seen their incomes decline by 9.6 percent. Middle-income families, by contrast, would have seen their incomes decline by 3.9 percent while the top 20 percent of Alaska households would have seen an average decline ranging from 1.3 to 2.0 percent.

It is not possible to reliably forecast Alaska's Permanent Fund dividends, or the precise impact that the governor's plan would have on those dividends, in the years ahead. If the dividend reduction brought about by the plan is smaller than

2015 data suggest, the impact on Alaskans could decline substantially, though the overall regressivity of the plan would remain intact. Under one such scenario examined in this report, low-income Alaskans could anticipate a decline in their incomes of 5.5 percent while middle-income families would face a 2.4 percent decline and high-income families would face declines ranging from 1.2 to 1.5 percent.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION

The Joint Committee on Taxation, « [Background on Business Tax Reform](#) », 22 avril 2016, 66 p.

Les États-Unis devraient-ils baisser les impôts corporatifs?

The President's proposal includes provisions that broaden the Federal tax base by repealing a number of corporate tax expenditures such as the credit for enhanced oil recovery costs, the credit for producing oil and gas from marginal wells, the expensing of exploration and developments for oil, gas and other fuels, the percentage of depletion method of accounting for hard mineral fossil fuels, the deduction for income attributable to domestic production activities related to the production of coal and other hard mineral fossil fuels, and the exceptions for publicly traded partnerships with qualified income from certain energy-related activities, just to name a few. Additional base-broadening provisions include repealing various methods of accounting for inventories such as the LIFO, lower-of-cost-or-market ("LCM"), and subnormal goods⁷⁷ methods; and modifying other provisions such as limiting the amount of capital gain deferred on the exchange of like-kind property to \$1,000,000 (indexed for inflation) per taxpayer per taxable year. Furthermore, various business tax reform options have been proposed with the intent of broadening the base and lowering tax rates.

URBAN INSTITUTE

A. Rees-Jones et D. Taubinsky, « [Tax Psychology and the Timing of Charitable-Giving Deadlines](#) », 4 avril 2016, 8 p.

La date limite pour faire un don influence-t-elle le comportement des contribuables?

This brief discusses the timing of the charitable-giving tax deduction deadline, evaluated in light of recent evidence from the behavioral public finance literature. We discuss how tax salience, inattention, and aversion to taxes interact with different possible deadlines, and we present several arguments in favor of moving the charitable-giving deadline to tax day.



INTERNATIONAL

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

A. Esteller, A. Piolatto et M. Rablen, « [Taxing High-Income Earners: Tax Avoidance and Mobility](#) », 22 avril 2016, 25 p.

Comment réduire l'évasion fiscale du 1 %?

The taxation of high-income earners is of importance to every country and is the subject of a considerable amount of recent academic research. Such high-income earners contribute substantial amounts of tax and generate significant positive spillovers, but are also highly mobile: a 1% increase in the top marginal income tax rate increases out-migrations by around 1.5 to 3%. We review research into taxation of high-income earners to provide a synthesis of existing theoretical and empirical understanding. We offer various avenues for potential future theoretical and empirical research.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

H. Kurokawa, T. Mori et F. Ohtake, « [A Choice Experiment on Taxes: Are Income and Consumption Taxes Equivalent?](#) », Mars 2016, 25 p.

Impôt sur le revenu ou taxe à la consommation : quelles sont les préférences des contribuables?

We test the equivalence of income and consumption taxes through a choice experiment. Under a given set of income and consumption parameters, subjects were asked to choose among an income tax of 20%, a consumption tax of 25% (which is an equivalent tax burden), a consumption tax of 22%, and a consumption tax of 20%. Our results showed that subjects prefer income tax to consumption tax when the nominal consumption tax rate is higher than the nominal income tax rate. However, subjects tend to prefer consumption tax to income tax when the nominal tax rates are identical. Our result, that subjects prefer income tax to consumption tax despite a higher tax burden, implies the consumption tax miscalculation bias. The consumption tax miscalculation bias is one where subjects miscalculate the amount of consumption tax as if it is declared by tax inclusive, as in the case of income tax, despite consumption tax being tax exclusive. If the income tax burden is equivalent to the consumption tax burden, subjects prefer income tax. This result implies that income and consumption taxes are not equivalent due to the consumption tax miscalculation bias.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

J. Blank, « [The Timing of Tax Transparency](#) », 15 avril 2016, 75 p.

L'équité dans l'administration de la fiscalité

Fairness in the administration of the tax law is the subject of intense debate in the United States. As recent headlines reveal, the Internal Revenue Service has been accused of failing to enforce the tax law equitably in its review of tax-exempt status applications by political organizations, the international tax structures of multinational corporations, and the estate tax returns of millionaires, among other areas. Many have argued that greater "tax transparency" would better empower the public to hold the IRS accountable and the IRS to defend itself against accusations of malfeasance. Mandatory public disclosure of taxpayers' tax return information is often proposed as a way to achieve greater tax transparency. Yet, in addition to concerns regarding exposure of personal and proprietary information, broad public disclosure measures pose potential threats to the taxing authority's ability to enforce the tax law.

Équipe de rédaction

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé.

Recherche et sélection des articles :
Alexandre Ely, Batoul Hassan, Gabrielle
S. Leblanc, Julie Lemieux, Catherine
L'Espérance et Jessica Morin-Côté

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.adm@USherbrooke.ca